

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Unité- Egalité – Paix



Initiative sur « le développement de capacité de support de la gestion de la politique nationale de la sécheresse» (WMO, UNCCD, FAO, CDB et UNW-DPC)

La situation de la sécheresse et stratégie de lutte en République de Djibouti

Par :

- Hussein Rirache Robleh, Directeur de l'Aménagement Du Territoire et de l'Environnement, Ministère en charge de l'Environnement, Djibouti

-Youssef Daher Robleh, Chef de service de la Production végétale au Ministère de l'Agriculture, Djibouti

-Abdourahman Youssef Nour, Directeur-Adjoint à l'Agence Nationale de la Météorologie, Ministère de l'Equipement et des Transports, Djibouti

SOMMAIRE

1. Situation et historique de la sécheresse dans le pays
2. Suivi de la sécheresse et système d'alerte rapide
3. Population et secteurs le plus vulnérables
4. Aide d'urgence et organisation des réponses
5. Pratiques de l'atténuation des impacts de la sécheresse
6. Besoins en connaissance et capacités de gestion de la sécheresse

1. Situation et historique de la sécheresse dans le pays

De par ses conditions éco-climatiques contraignantes, la République de Djibouti est particulièrement exposée au phénomène de la sécheresse qui est devenue quasi-naturel, entraînant la dégradation de l'environnement en général. Plus particulièrement, durant cette dernière décennie, le pays a été confronté à des sécheresses sévères et récurrentes et depuis 2007, la fréquence et la durée du cycle de la sécheresse n'a fait qu'empirer avec une forte persistance et acuité en 2010-2011.

Cette situation a pour conséquence la dégradation du maigre couvert végétal et a des impacts négatifs sur les conditions de vie de la population rurale et périurbaine du point de vue socio-économique et disponibilité de l'eau, causant également une perte de la biodiversité nationale en flore et faune ainsi que la dégradation des terres et l'érosion des sols.

Plus particulièrement, ces impacts de la sécheresse ont pour conséquences :

-La détérioration de la qualité des eaux avec une remontée de la salinité en particulier dans les zones littorales par la remontée du niveau de la mer avec parfois une forte intrusion de la mer à l'intérieur des terres.

- Les conditions des vies des populations rurales se sont fortement dégradées (baisse des revenus) : certaines familles ont perdu totalement leur cheptel, et on a observé une mortalité d'environ 50% du cheptel durant les dernières années.
- Une insuffisance dans la reconstitution des nappes phréatiques, avec la rareté des pluies.

- Les déplacements des populations vers les zones urbaines, en particulier les pasteurs nomades à qui s'offrent souvent peu d'alternatives autre que l'exode, ce qui accroît la pression et la précarité et engendre des conséquences néfastes dans la gestion durable des ressources naturelles (coupe de bois pour le charbonnage et pour nourrir le bétail,...etc)
- Accroissement de la pauvreté avec près de 75% de la population vivant dans le seuil de pauvreté, dont 42% en pauvreté extrême
- Concentration de la population du pays essentiellement dans la capitale (65%). Et, avec les autres villes d'intérieures, c'est environ près de 88% de la population du pays qui vit en milieu urbain. C'est qui risque de s'accélérer avec les projections futures, au regards des impacts du changement climatique

2. 2. Suivi de la sécheresse et système d'alerte rapide

A l'heure où la sécurité alimentaire est de la plus haute priorité dans un contexte global de changement climatique, l'adaptation et la résilience face aux aléas climatiques de la population rurale est au cœur de la stratégie du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Environnement. C'est dans ce cadre qu'a été élaboré par la Ministère de l'Agriculture un programme et stratégie de résilience et de lutte contre la sécheresse, qui a été soumis aux partenaires au développement, notamment la BAD et la FAO. Des programmes de résiliences par le Ministère de l'Environnement. Egalement, un système de suivi de la sécheresse et de système d'alerte rapide est existant et a été réactivé ces derniers années avec le Secrétariat Exécutif aux catastrophes naturelles, piloté par le Ministère de l'Intérieur et servant de plateforme nationale avec les institutions nationales concernées ainsi que le Système des Nations Unies à Djibouti et FEWS NET de l'USAID, du bureau de Djibouti. Des évaluations conjointes sont menées au niveau du comité sur la sécheresse comprenant ces différents partenaires, coordonné par le Ministère de l'Agriculture et le Secrétariat Exécutif aux catastrophes naturelles.

Ces missions d'évaluation conjointe portent sur le suivi de la sécheresse et ses caractérisations (acuité, stade,..) en se focalisant sur les problèmes de l'eau, de l'état des pâturages, des groupes et aires géographiques les plus affectés ainsi que des besoins alimentaires en général, l'état du cheptel national, des hommes/femmes

Ces évaluations portent surtout sur les secteurs et groupes les plus vulnérables les plus touchés ainsi que les capacités des institutions les plus concernées. Ces dernières agissent d'une manière de plus en plus concertée et coordonnée. Le rôle de chacune est défini dans le plan de travail.

a) Les institutions nationales et partenaires :

-Ministère de l'Agriculture, de l'eau, de la Pêche, de l'Elevage, chargé des Ressources Halieutiques, chef de file avec les directions de l'Eau, des grands travaux, de l'Agriculture et Forêts ainsi que de l' Elevage et services vétérinaires avec rôle de chef de file (pilotage des missions d'évaluation déclenchement d'alerte, mise en œuvre des actions de résilience,)

- Ministère de l'Intérieur avec le Secrétariat Exécutif aux catastrophes naturelles comme plateforme de coordination et l'ONARS (office national d'assistance aux réfugiés et sinistrés) en tant que réception et distribution des aides alimentaires, les responsables des régions (préfets, conseils régionaux) ;

-l'Agence Nationale de la Météorologie : prévision, Network régional (IGAD/ICPAC) et internationale

-Ministère de l'Environnement

-Ministère de la santé (services de l'Epidémiologie, de la Nutrition,..etc)

-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (plaidoyer)

-Secrétariat d'Etat à la Solidarité Nationale (micro-projets, type micro-crédit et contributions aux réalisations de lutte contre la sécheresse de résilience avec le fond de Solidarité Nationale)

-Le secteur privé (à travers la Chambre de Commerce et l'organisation patronale) : Participation aux actions de secours

B) Les partenaires internationaux :

-Système des NU dont la FAO, l'UNICEF, l'OMS, LE PAM, en tant qu'assistance technique et financière ;

-l'IGAD, l'autorité Intergouvernementale pour le développement de la Corne de l'Afrique (plaidoyer, renforcement des capacités, initiation et coordination des politiques et stratégies sous régionaux de résilience mobilisation des ressources) ;

Les structures FEWS NET et ONG (Action contre la faim, récemment installé à Djibouti, Croissant Rouge,..), participation aux différentes phases (évaluation et secours, plaidoyer,...) ;

3. Etat de vulnérabilité sectorielle

Les secteurs les plus vulnérables sont :

Le secteur primaire avec la population rurale qui subit le plus les impacts de la sécheresse avec les problématiques de l'eau en premier (disponibilité, qualité), le cheptel et les pâturages et l'agriculture petite agriculture oasisienne de maraîchage, vivrière agro-pastoral).

Les groupes les plus vulnérables restent les pasteurs nomades et semi-sédentaires ainsi que les ménages périurbains dont en premier lieu les femmes, enfants et personnes âgées;

-Le secteur de la santé dans le domaine des maladies épidémiologiques et nutritionnelles ;

-Le secteur de l'Environnement qui implique le suivi/évaluation des écosystèmes et dont les actions du Ministère en charge participent également aux programmes d'adaptation et d'atténuation au changement climatique

4. Aide d'urgence et organisation des réponses

Dans le but de briser progressivement le cercle infernal que constituent les crises alimentaires dues aux sécheresses récurrentes et l'impact de celles-ci sur les moyens d'existence et sécurité alimentaire des populations rurales notamment pastorales, et d'aller au delà de l'aide d'urgence sollicitée par le gouvernement auprès de la communauté internationale à chacune de ces situations d'urgence, la stratégie du Gouvernement de Djibouti est double : (i) d'une part, augmenter la capacité de résistance des communautés pastorales aux événements de sécheresse ; (ii) et d'autre part, renforcer les moyens d'existence et activités génératrices de revenus moins vulnérables à la variabilité climatique.

plus particulièrement la promotion de l'association agriculture/élevage et des activités de pêche contribue à briser progressivement le cercle infernal que constituent les crises alimentaires dues aux sécheresses récurrentes et va au delà de l'aide d'urgence sollicitée par le gouvernement auprès de la communauté internationale à chacune de ces situations d'urgence. Plus particulièrement, le développement de l'agro-pastoralisme qui associe les activités agricoles à un élevage semi-sédentaire là où les conditions le permettent (disponibilités en eau et terres cultivables), constitue une alternative à la pratique du pastoralisme traditionnel et peut conduire à une meilleure gestion des ressources naturelles disponibles.

Ces mesures de réponse et d'assistance aux groupes de population touchés par la sécheresse sont appuyés par les agences des Nations Unies avec l'UNICEF dans le domaine de l'eau (forages, ravitaillement par camions citernes, réalisation de retenus,..), la FAO dans les actions d'aide d'urgence et post-urgence (soins des maladies animales, assistance aux éleveurs nomades en alimentation du bétail, reconstitution du cheptel, aide aux petits agriculteurs de périmètres agro-pastoraux,.....). Le PAM agit dans l'octroi de vivres alimentaires alors que l'OMS apporte son assistance dans le domaine de contrôle des maladies et soins nutritionnels en coopération avec le PAM et le Ministère de la santé.

5. Pratiques de l'atténuation des impacts de la sécheresse

Dans le but de limiter l'impact de la sécheresse et de la désertification sur la vie des éleveurs nomades confrontés à la dégradation de leur état nutritionnel, notamment des femmes et des enfants, le Gouvernement avec l'appui et l'assistance de ses partenaires initie des actions d'aide d'urgence et de post-urgence qui participent donc à la lutte contre la pauvreté et vise l'appui des groupes vulnérables que sont les nomades, semi-nomades, petits agriculteurs dont les femmes rurales, les enfants et les jeunes/personnes âgées dans les secteurs du pastoralisme, agro-élevage et de la pêche.

Ces priorités figurent dans la stratégie de l'Initiative Nationale pour la Développement Social (l'INDS) axée sur la réduction de la pauvreté et avec la politique du Gouvernement pour développer le secteur primaire. Elle capitalise également sur les nombreuses initiatives et projets pilotes qui ont eu lieu à Djibouti en vue de jeter la bases d'une production animale, agricole et halieutique génératrice de revenus, créant des emplois locaux et permettant aux populations rurales de résider dans leur milieu.

La mise en place de stratégie et mécanisme pour la prévention et la lutte contre la sécheresse est également primordial et le Gouvernement, à travers le plan et stratégie nationale de résilience du Ministère de l'Agriculture. Suite à des plaidoyers intenses, Djibouti a pu mobiliser des assistances financières auprès de ses partenaires et notamment la BAD avec un projet en voie de démarrage de près de 6 millions USD de durée de 3 années et portant sur des actions d'amélioration de l'hydraulique rurale, de mobilisation des eaux de surfaces à des fins pastorales (meilleure disponibilité de l'eau pour la population rurale et périurbaine, et le développement de l'agro-pastoralisme). Par ailleurs, depuis 6 ans, un programme dénommé « Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres-PROMES-GDT) est en cours. Et cela, avec le concours financier et technique, notamment des partenaires tels que FEM, FFEM, FIDA, BAD mais également avec les efforts internes (Fond de solidarité national avec la mise en place récemment au niveau du Secrétariat d'Etat à la Solidarité Nationale)

Au niveau régional, le Secrétariat de l'IGAD, qui mène régulièrement des activités de renforcement des capacités au niveau national et régional des Etats membres, a initié l'élaboration d'une plateforme permanente de résilience à la sécheresse à la suite de consultations des Etats membres et cela comme devant être le mécanisme le plus efficace pour la coordination et la lutte contre la sécheresse au niveau sous régionale. Cette plateforme réunira les acteurs nationaux (Etats membres, s/civilre) le secrétariat de l'IGAD et les partenaires au développement comprenant les agences des N.U, la société civile, institutions de recherche et de renforcement des capacités.

Suite à cette initiative, le secrétariat de l'IGAD mène des actions de plaidoyer pour la mobilisation des ressources et a déjà obtenus pour la mise en œuvre de la coordination et de l'implantation auprès de nombreuses organisations et pays (BMZ, USAID, JFA, Finland, Sweden, Norway, Danemark,...). D'ores et déjà, l'IGAD est assuré d'obtenir de fonds de la BAD avec 300 millions USD qui seront disponible pour appuyer les activités de résilience dans la sous-région et également, il est prévu de prêt de 180 millions USD pour des pays membres de l'IGAD. Parallèlement, celle-ci pilote à travers des consultations des Etats membres et des différents partenaires la mise en place de « IGAD Disaster Resillience and Sustainability Strategy (IDDRSI, et cela en vue des interventions et d'identification d'activités de résilience à la sécheresse au niveau national des pays et régional (Regional Programming Paper-RPP).

6. Besoins en connaissances et capacités de gestion de la sécheresse

Les besoins en renforcement de capacités concernent toutes les institutions nationales qui font face à des contraintes stucturelles, systémiques et individuelles.

Plus particulièrement, les insitutions nationales clé affrontent les problèmes suivants:

-Manque de structure net work de circulation de l'information, qui soit commune aux différentes institutions nationales publiques et privées (société civile et privé);

-Observatoire national de suivi-évaluation de la sécheresse et de la dégradation des terres. Un bureau de cartographie existe au niveau du CERD (centre d'étude et de recherche de Djibouti) mais manque de moyens et de coordination/diffusion avec les autres institutions nationales

-Absence de mécanisme de recherche relatif au suivi de la sécheresse

Eu égard aux différentes lacunes, les propositions d'amélioration de suivi de la sécheresse portent sur les points suivants :

-Création d'une force (task force) de recherche/suivi de la sécheresse et de la désertification au niveau national;

-Renforcement des capacités des différentes institutions nationales publiques et privées sur la lutte contre la sécheresse et la désertification;

-Création d'une plateforme nationale et de fond de mobilisation des ressources nationales

-Mise en place d'un cadre permanent de consultation au niveau national. et régional

Ces différentes contraintes ont été déjà identifiées et sont en cours de résolution au niveau national et régional (voir les chapitres précédents).